

Format de citation

Veg, Sebastian: Rezension über: Lucien Bianco, La révolution fourvoyée. Parcours dans la Chine du XXe siècle, La Tour-d'Aigues: Éd. de l'Aube, 2010, in: Annales. Histoire, Sciences Sociales (bis 2014), 2011, 2.2 - Révolutions, S. 614-617, DOI: 10.15463/rec.1189735926, heruntergeladen über Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Cet article peut être téléchargé et/ou imprimé à des fins privées. Toute autre reproduction ou représentation, intégrale ou substantielle de son contenu, doit faire l'objet d'une autorisation (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

forcement de la répression. Pierre Dumas, le seul soldat encore vivant, livre son récit aux journalistes. Pour la presse, il s'agit d'une « embuscade » mais aussi (et simultanément) d'un « massacre », ce dernier terme renvoyant à l'image de soldats « victimes » d'une lutte inégale, leurs mutilations jouant sur un imaginaire colonial qui fait le rapprochement avec les assassinats d'Européens dans le Nord-Constantinois en août 1955, ce qui rend floue la distinction entre militaires et civils. Ici, l'analyse combinant longue durée, histoire de la guerre et conjoncture est particulièrement réussie : chez les Européens, la peur de l'Algérien remonte loin dans le temps et s'ajoute au sentiment d'être isolé et vulnérable aux attaques. En conséquence, l'embuscade fut parfaitement « lisible » pour des pans entiers de l'opinion française, métropolitaine ou bien pied-noire. L'événement s'enracine dans les cadres sociaux de la mémoire (ou du moins de l'imaginaire) coloniale des deux côtés de la Méditerranée avec, dans la région, le souvenir des victimes européennes de la révolte de Mokrani en 1871 que commémore un monument au centre de la ville, détruit en juillet 1962.

L'enracinement profond de l'événement dès 1956 explique les traces qui resurgissent dans les décennies suivantes dans les discours de militaires professionnels et associations d'anciens combattants, ces dernières ayant tendance à ne retenir que le « destin » de ces soldats morts, comme tant d'autres et en d'autres lieux, ce qui au contraire sert à les rendre plus anonymes malgré leur forte individualisation par la presse au printemps 1956. C'est ainsi que l'auteure réussit à dégager différentes couches temporelles autant de l'aval que de l'amont du récit dominant de l'événement, d'où son « allure d'un palimpseste » (p. 9).

D'une grande originalité, l'ouvrage de Raphaëlle Branche renouvelle le regard historique sur Palestro/Djerrah et incite à creuser davantage l'histoire de la guerre d'indépendance au niveau local à travers des études de cas et, de manière plus spécifique, des rapports entre l'ALN/FLN et les communautés rurales, ces dernières apparaissant à la lumière de cette étude comme des actrices importantes vis-à-

vis de la lutte nationaliste structurée dont le fonctionnement interne est décortiqué de manière très riche. Si l'embuscade nous est présentée à juste titre comme un événement clé de la guerre du côté français, la prise en compte de cette multiplicité de temporalités, d'échelles d'analyse et de logiques des différents acteurs et actrices qui font l'événement et ses représentations ultérieures aboutit à un ouvrage fort stimulant sur le plan méthodologique. Cet ouvrage intéressera donc bien au-delà des seuls historiens de la guerre d'indépendance algérienne.

JIM HOUSE

Lucien Bianco

La révolution fourvoyée. Parcours dans la Chine du XX^e siècle

La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2010, 232 p.

Parallèlement à ses travaux universitaires, Lucien Bianco a pratiqué, tout au long de sa carrière, le genre du commentaire réflexif : dix d'entre eux sont aujourd'hui rassemblés dans un recueil placé sous le signe du maoïsme. Dans un premier texte de 1970, L. Bianco propose – un peu avant *Les habits neufs du président Mao* de Simon Leys – de comprendre la Révolution culturelle comme le résultat d'une lutte bureaucratique au sommet du pouvoir, provoquée par l'échec catastrophique du Grand Bond en avant et la perte d'influence de Mao qui en a résulté, une lecture largement confirmée par les archives disponibles, même si aujourd'hui un débat historiographique semble se rouvrir sur la possible interaction entre les groupes de Gardes rouges et un pouvoir dont ils n'étaient pas toujours seulement les pions¹. S'il trouve une positivité dernière à la Révolution culturelle dans « la prise de conscience d'un problème fondamental (les tares du 'modèle' soviétique, les vices du système bureaucratique) » (p. 50) – n'exonérant donc pas de la critique les années 1950, aujourd'hui parfois idéalisées comme un âge d'or pré-totalitaire –, c'est avec la réserve importante que le combat de Mao contre la bureaucratie avait pour seul but d'édifier à sa place un « sys-

tème bureaucratico-militaire » (p. 47) : seule une « immense mystification a pu faire de lui le porte-parole des masses opprimées par la bureaucratie » (p. 81). Tout juste pourra-t-on émettre quelques réserves sur le mérite probable que reconnaît l'historien à Mao « d'avoir ralenti la progression des inégalités et l'enracinement d'une nouvelle classe dirigeante » (p. 81) : la Révolution culturelle n'a pas remis en cause le système de caste maoïste, dans lequel le statut de membre de la nomenklatura, de détenteur d'un permis de résidence (*hukou*) urbain ou rural, déterminait pour l'essentiel la vie d'un individu. Loin de la remettre en cause, la Révolution culturelle a même fini par théoriser la nature héréditaire de l'appartenance de classe.

Le recueil porte le titre de la nécrologie de Mao commandée à L. Bianco par *Le Monde* en 1976, puis remise à la page « Débats » à cause de son ton excessivement critique, qu'il faut lire en parallèle avec un article plus long paru dans les *Annales* en 1979, et un nouveau bilan du maoïsme dressé en 2009, tous deux inclus dans le recueil. C'est donc le « fourvoiement » qui caractérise selon L. Bianco une révolution gouvernée avant tout par un « impératif de développement économique ». De ce point de vue, affirme L. Bianco en 1979, Mao a fait moins que Lénine, cumulant les écueils du léninisme et les entraves au développement. Si L. Bianco reconnaît au Mao d'avant 1949 d'avoir su « délester le frêle esquif de la révolution de la surcharge prolétarienne », inadaptée au tiers-monde (p. 103), le bilan de 27 années au pouvoir est négatif : la Chine a crû, mais moins vite que le monde capitaliste, l'écart s'est donc accru ; le niveau de vie des paysans en 1976 était égal ou inférieur à celui de leurs grands-parents en 1933. L. Bianco conclut que Mao a suivi Lénine pour la conquête du pouvoir et Staline pour le développement (il avait précédemment porté à son crédit l'abandon de la stratégie stalinienne). Pour ce qui est du léninisme, l'idéologie de Mao est décrite essentiellement comme incohérente et contradictoire : s'il a tenté de donner la parole aux masses en 1957 et pendant la Révolution culturelle – ce à quoi, affirme L. Bianco, Staline ne se serait pas risqué –, Mao finit toujours par choisir les institutions et le retour de la hiérarchie contre

les rébellions qu'il a suscitées. Concernant le développement, l'historien relève bien des similitudes entre l'histoire soviétique et chinoise : à un quart de siècle d'écart, la collectivisation entraîne deux famines, suivies de deux purges : « la comparaison entre ces tragiques épisodes le disculpe [Mao] un tout petit peu : le Grand Bond apparaît davantage comme une catastrophe que comme un crime, comparé à la guerre faite par Staline aux paysans ; la Révolution culturelle est un crime à coup sûr, mais commis avec un brin ou une illusion de justification qu'on serait bien en peine de reconnaître dans la Grande Terreur stalinienne » (p. 191). Sur ce point, signalons la récente parution d'une étude de Frank Dikötter sur le Grand Bond en avant, qui propose non seulement de réviser le nombre de morts à la hausse (45 millions), mais plus fondamentalement remet en question la compréhension du Grand Bond comme étant « davantage une catastrophe qu'un crime », estimant qu'environ 2,5 millions de victimes sont mortes non pas de faim mais des violences systématiques à motivation politique².

Si L. Bianco estime que la Révolution culturelle est comparable avec la Grande Terreur de 1936-1937 ou avec la Shoah, il prend soin de souligner qu'elle était au moins justifiée dans le dispositif rhétorique de Mao, alors que Staline déclencha sa purge après avoir proclamé le triomphe de la révolution. On nous permettra d'y voir, plus qu'une circonstance atténuante, le signe de l'importance qu'a toujours accordée le Parti communiste chinois (PCC) à la production de théories accompagnant et donnant sens à son action politique. De même, si L. Bianco a raison de souligner que Mao a peut-être moins liquidé ses opposants que Staline, n'oublions pas le cas de Chu Anping, étiqueté droitier en 1957 et disparu sans trace pendant la Révolution culturelle (sa mort n'est toujours pas élucidée), ou ceux, plus connus, des deux successeurs désignés de Mao, Liu Shaoqi, mort en prison en 1969, et Lin Biao, « accidenté » en 1971.

Au milieu de quelques essais de circonstance plus légers (un amusant récit de voyage de 1975, un petit texte dédié aux films de Joris Ivens sur la Chine), on distingue un second fil dans le recueil : il s'agit de réfléchir aux conti-

nuités qui relativisent les changements politiques du ^{xx}e siècle. L. Bianco rend compte sans fard des terribles excès de la politique de l'enfant unique de 1980 à 1984, soulignant que le taux de fécondité avait déjà substantiellement baissé auparavant (divisé par 3 en 30 ans) avec une politique moins violente. Pour autant, il ne démord pas de l'importance du « surpeuplement » des campagnes chinoises, arguant qu'une politique de contrôle des naissances était et reste nécessaire pour contrôler et accélérer la transition démographique. Sur ce point, les recherches récentes semblent présenter des conclusions différentes : le non-spécialiste se bornera ici à renvoyer à deux ouvrages qui s'emploient à réfuter les arguments malthusiens, et estiment que le taux de fécondité aurait baissé aussi vite, voire plus vite, en l'absence de politique contraignante³. Ajoutons que la Chine « habitée » (amputée des vastes surfaces peu ou non habitées de la Région autonome du Tibet, du Qinghai, du Xinjiang et de la Mongolie intérieure) couvre une superficie comparable à celle de l'Union européenne augmentée de l'Ukraine pour une population double : sa densité, élevée (comparable à celle du Royaume-Uni, 248 hab./km²), aggravée par la pénurie de terres arables, n'en reste pas moins très inférieure à celle du Japon (337) ou de la Corée du Sud (478)⁴.

L'étude du monde paysan, objet de l'intérêt particulier de L. Bianco, montre bien certaines continuités avec la période pré-communiste. Sporadiquement agité par des émeutes, comme celles de Renshou en 1993 (qui font l'objet d'un article), il reste d'une certaine façon apolitique, semble nous suggérer L. Bianco, ne franchissant jamais le pas vers la mise en cause d'un régime dont les paysans ont pourtant souvent été les victimes. Ne pourrait-on pas également voir l'une des forces distinctives du PCC dans le contrôle qu'exercent les cellules du Parti jusqu'au niveau administratif le plus bas, celui du village, où elles représentent souvent la seule structure institutionnelle ? L'éclairant article consacré aux *xiedou*, conflits lignagers plus ou moins ritualisés qui ont connu une recrudescence sur le continent après la fin de la Révolution culturelle, relativise également la place de la contestation politique à l'intérieur d'un ensemble plus large de pratiques conflictuelles.

Sur le plan économique, l'avant-dernier article dresse un bilan de 25 ans de réformes rurales : l'essor fulgurant du début des années 1980 n'a pas été durable, si bien que, en 1994, le rapport entre revenus urbains et ruraux est repassé au-dessus de la barre de 1978. S'y ajoutent les inégalités à l'intérieur du monde rural, qui ont explosé à la faveur des réformes, en particulier dans le domaine des services de santé et d'éducation. Reprenant un débat récent fort animé parmi les intellectuels chinois sur l'opportunité de privatiser les terres, L. Bianco estime qu'une telle mesure pénaliserait encore davantage les plus pauvres, sans résoudre le problème de la surabondance de main-d'œuvre agricole. En revanche, il observe de lents progrès dans la prise de conscience citoyenne des paysans, que ce soit à travers les élections de villages ou l'exode rural, qui a eu le mérite de les arracher à leur village « auquel leur certificat de résidence (*hukou*) les attachait pour la vie, comme les serfs à la glèbe » (p. 185). De ce point de vue, les mouvements sociaux de travailleurs migrants dans le delta de la rivière des Perles (Foxconn et Honda en mai-juin 2010) semblent confirmer les progrès d'une prise de conscience citoyenne des ruraux.

À partir de décembre 2008 et tout au long de 2009, la Chine a commémoré les 30 ans des réformes denguistes, dont la durée dépasse désormais celle des politiques maoïstes (1949-1978). Est ainsi posée la question de la nature du régime chinois, dont le discours tente de concilier la référence à la révolution avec l'importance du développement. L. Bianco conclut que « la modernisation inégalitaire [s'avère] beaucoup plus efficace que l'égalité niveleuse » pour combattre la misère (p. 191). Il y a pourtant quelque paradoxe à conclure que c'est Deng Xiaoping qui, réalisant les pires prophéties de Mao sur le retour du capitalisme dans le Parti, aurait en même temps accompli son objectif premier, avec pour corollaire la confirmation que nous n'avons rien d'autre à proposer à la Chine que « notre piètre idéal de consommateurs et de pollueurs » (p. 68). En effet, il ne nous semble pas, comme le suggérerait Yves Chevrier, que la révolution chinoise soit « rentrée au port », le maoïsme trouvant une place désormais incontestée dans la geste nationale⁵. Si les funérailles de Victor Hugo ont marqué un consensus tacite autour du

régime républicain, les Jeux olympiques de 2008, juxtaposant les valeurs « millénaires » de la Chine éternelle avec le consumérisme des manifestations sportives modernes, apparaissaient comme l'expression exacte du nationalisme économique de la classe urbaine nantie au pouvoir plutôt que l'expression de valeurs plus largement partagées. La réintégration de la période maoïste au grand récit national reste, nous semble-t-il, sujette à caution, comme le montrait l'absence remarquée, dans la somptueuse cérémonie d'ouverture, de toute référence à la République populaire de Chine et à l'histoire post-1949.

SEBASTIAN VEG

1 - Voir le livre récent d'Andrew G. WALDER, *Fractured rebellion: The Beijing red guard movement*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

2 - Frank DIKÖTTER, *Mao's great famine: The history of China's most devastating catastrophe, 1958-1962*, Londres, Bloomsbury, 2010, p. 298. Ces analyses restent sujettes à caution, comme le montre le compte rendu de Cormac Ó GRÁDA, « Great leap into famine », *Population and Development Review*, 37-1, 2011, p. 191-210.

3 - Susan GREENHALGH et Edwin WINCKLER, *Governing China's population: From leninist to neo-liberal biopolitics*, Stanford, Stanford University Press, 2005 ; James Z. LEE et WANG Feng, *One quarter of humanity: Malthusian mythology and Chinese realities, 1700-2000*, Cambridge, Harvard University Press, 2001.

4 - ONU, *World population prospects: The 2008 revision population database*, <http://esa.un.org/unpp> (chiffres de 2005).

5 - Yves CHEVRIER, « De la révolution à l'État par le communisme », *Le Débat*, 117-5, 2001, p. 92-113.